

BENHAMADI AVERTIT LES ACTEURS ÉTRANGERS DES TIC

Pas de financements publics sans investissement

Les acteurs étrangers activant dans le secteur des technologies de l'information et de la communication doivent investir davantage dans le transfert de technologies, la formation et la création d'emplois, en contrepartie de l'accès aux financements publics.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des mesures en ce sens seront présentées à l'aval gouvernemental selon le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Hier, au Cercle national de l'armée, Moussa Benhamadi, qui a ouvert les travaux de deux journées d'études consacrées à la «création d'emplois et émergence de nouveaux métiers», a estimé que les équipementiers, développeurs de logiciels et opérateurs de téléphonie mobile ne doivent pas profiter, en vain, de l'attractivité du marché algérien, des financements publics et des trans-

ferts sociaux en cours, ainsi que des aménagements réglementaires dont ils ont bénéficié. A contrario, ces acteurs doivent appliquer en Algérie la même éthique sociale qui les guide dans leurs pays d'origine. Il n'est pas question pour ces opérateurs de considérer le marché algérien uniquement comme un marché de consommation mais de «s'y impliquer», avertit-il. «Celui qui ne s'implique pas ne bénéficiera d'aucun financement public», dira M. Benhamadi, appelant ces opérateurs à «se comporter en véritables partenaires et en entreprises citoyennes». Des recommandations en ce sens sont

attendues lors de ces deux journées d'études qui regroupent des institutionnels, des experts et des opérateurs nationaux activant dans le domaine. Et dans la mesure où le développement du marché des TIC est consolidé, outre le réaménagement du code des marchés publics, les décisions des lois de finances et du Conseil des ministres notamment, par la maturation de nouvelles mesures. Devant être soumises prochainement au gouvernement, ces mesures portent sur la promotion des PME spécialisées, l'encouragement de l'intégration nationale et du partenariat public-privé, la création d'emplois par les entreprises soumissionnaires comme critère de choix. Ces mesures concernent également l'élaboration de cahiers des charges permettant aux entreprises moyennes de soumission-

ner, la généralisation de la procédure d'appels d'offres gratuits, téléchargeables en ligne, l'encouragement de la préférence nationale. Et dans la mesure où la stratégie e- Algérie est réexaminée et optimisée, des exonérations fiscales, pour les activités de production de contenus numériques, leur hébergement et le développement des logiciels, sont concédées. A ce propos, Moussa Benhamadi a indiqué qu'un appel à manifestation d'intérêt sera lancé en 2011 au profit des porteurs de projets, en quête d'accompagnement et de financement, total ou partiel, du Fonds d'appropriation des usages et de développement des TIC (FAUDTIC). Selon le ministre des TIC, son département a mis en place un comité formé d'universitaires et de scientifiques, chargé de finaliser ce

processus et étudier les projets et les dossiers éligibles au financement du FAUDTIC et à l'accompagnement. En relevant que ce fonds «n'a pas démarré comme prévu», selon Moussa

Benhamadi, même s'il a été doté de 7 milliards de dinars et qu'il sera alimenté par de nouvelles taxes parafiscales à la charge des opérateurs des télécommunications.

C. B.

Vers le recensement des entreprises actives

Un travail de recensement des entreprises activant dans le domaine des technologies et de l'information est envisagé, selon le ministre du secteur, Moussa Benhamadi. Il s'agit de collecter des informations et des données affînées sur ceux qui activent et dans quels domaines. D'autant que le secteur œuvre à mieux accompagner ces opérateurs, les suivre dans leur développement, à encourager la culture de l'entrepreneuriat, l'innovation et la création de richesses. Et cela même si le secteur compte 7 000 microentreprises créées dans le cadre du dispositif de soutien Ansej et d'une capacité de création de 18 000 postes d'emploi, selon les données présentées hier par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. A ce propos, Tayeb Louh avait indiqué que 177 050 postes d'emploi, dont 12% dans le domaine des TIC, ont été institués par le biais de l'Agence nationale de l'emploi (Anem). En rappelant que cette dernière a recensé, à la fin 2010, 341 764 demandeurs d'emploi, soit 220 205 universitaires dont 18% spécialisés dans les TIC et 121 559 sortants de la formation professionnelle et techniciens supérieurs dont 27% spécialisés dans les TIC.

C. B.

CCP Les retraits jusqu'à 20 000 dinars par semaine

Les détenteurs de CCP pourront retirer jusqu'à 20 000 dinars par semaine au niveau des distributeurs automatiques de billets (DAB). C'est ce qui a été convenu au sein de la communauté bancaire et postale, selon le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Selon Moussa Benhamadi, cette mesure est censée contribuer à régler le problème du manque de liquidités, le volume de billets émis par la Banque d'Algérie ne correspondant pas à l'augmentation de la masse salariale au titre des rappels. Et cela même si la Banque centrale a décidé de lancer de nouveaux billets de 2 000 dinars, avec le remplacement des billets usagés de 200 dinars, notamment. Voire, que l'inflation augmente davantage du fait de l'émission de nouveaux billets. Pour autant, M. Benhamadi compte sur le développement de la monétique et l'utilisation du chèque, le civisme des citoyens et l'adhésion des commerçants au programme d'installation des terminaux de paiement électronique.

C. B.

LUTTE CONTRE LE CRIME ÉLECTRONIQUE

Mise en place prochaine d'un organisme

Un organisme en charge de la lutte contre le crime électronique sera mis en place prochainement, selon Moussa Benhamadi. Le ministre de la Poste et des TIC a indiqué que cet organisme contribuera à la sécurisation des systèmes et des réseaux informatiques. En relevant également que la mise en œuvre de la certification électronique devrait être finalisée à la fin du premier semestre 2011, dès la fin du processus de maturation et de concertation intrasectorielle.

C. B.

SON CONTENTIEUX AVEC ALGÉRIE TÉLÉCOM RESTE PENDANT

L'Eepad a été «mal géré», selon Benhamadi

L'Etablissement d'enseignement professionnel à distance (Eepad) a été «mal géré», selon le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Hier, Moussa Benhamadi a déclaré que le P-dg de l'Eepad «a mal géré son affaire» et mis son entreprise en mauvaise posture financière.

Pour preuve, selon le ministre, les dettes contractées par l'Eepad auprès de plusieurs institutions et entreprises dont Algérie Télécom et qui ne sont pas remboursées. A ce propos, l'ex-premier responsable d'AT a affirmé que l'Eepad doit rembourser ses dettes (4 milliards de dinars) auprès de l'opérateur historique. Un contentieux qui reste pendant, sans solution, dans la mesure où les tentatives de rachat de l'Eepad (par Algérie Télécom) ainsi que le redéploiement de l'établissement n'ont pas abouti. Néanmoins, Moussa Benhamadi reste convaincu de la nécessité d'une solution.

C. B.

PROGRAMME 100 LOCAUX PAR COMMUNE

La priorité aux bénéficiaires des dispositifs Ansej et Cnac

Le programme «100 locaux par commune» devrait profiter, en priorité, aux bénéficiaires des dispositifs de soutien à la création de microentreprises (Ansej et Cnac). Selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, la révision du cadre réglementaire relatif à ce programme a été examinée en conseil interministériel. Sur proposition du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, l'acquisition de ces locaux devrait être élargie. Elle sera ainsi ouverte non pas seulement aux artisans mais aussi aux commerçants et autres porteurs de projets susceptibles de créer des postes d'emploi et une activité de production, ainsi qu'aux promoteurs qui ont bénéficié de soutiens financiers mais ne disposant pas de locaux.

C. B.

ASSOCIATION DES FEMMES MANAGERS ET CHEFS D'ENTREPRISES

Une cellule dédiée aux femmes handicapées à pied d'œuvre

L'Association des femmes managers et chefs d'entreprises (AME) a annoncé, hier, la création d'une cellule dédiée aux femmes handicapées porteuses de projets ou chefs d'entreprise. Selon M^{me} Khadidja Belhadi, présidente de l'association, la cellule permettra d'accompagner les personnes à mobilité réduite à réaliser leur projet.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Nos portes sont ouvertes aux femmes handicapées qui souhaitent faire aboutir leur projet. Il y a beaucoup à faire pour ces femmes mais nous commencerons quand même par donner l'exemple. Au sein de notre association, on a pensé à toutes les femmes et, surtout à celles qui ont à faire à des obstacles sup-

plémentaires.», a déclaré M^{me} Belhadi. Partant du principe que le handicap n'est pas un frein à la réussite sociale, les présentes à la réunion organisée par AME ont exposé leur parcours semé d'embûches pour atteindre leur objectif. Il s'agit notamment de femmes handicapées et cadres dans de grandes entreprises.

«Tout se joue souvent autour de l'accessibilité aux lieux publics. Quand nous sortons pour rejoindre nos lieux de travail, notamment, nous rencontrons beaucoup d'obstacles. Nous ne pouvons pas, par exemple, emprunter les moyens de transport comme les bus ou les trains du fait que les quais d'accès ne sont pas aménagés pour les personnes handicapées», a précisé M^{me} Manaa Rachida, cadre à Sonelgaz. Cette dernière évoquera des outils à la pointe de la technologie et qui permettent aux personnes handicapées d'occuper des postes de travail en entrepri-

se. Il s'agit, entre autres, de logiciel pour l'usage de personnes handicapées des mains ou de personnes non voyantes. Les présentes soulèveront aussi la problématique des logements qui ne répondent pas aux normes et qui ne sont pas adaptés aux personnes à faible mobilité. Elles réclament ainsi qu'un quota leur soit réservé dans le cadre des différents programmes de logements. Pour M^{me} Saâd Nefissa, cadre à Saidal, les femmes handicapées sont recrutées en dernier recours et ont rarement des possibilités de promotion au sein de leur entreprise.

Selon les statistiques présentées, hier, un tiers des trois millions de personnes handicapées en Algérie sont des femmes. AME s'est fixé donc pour objectif de sensibiliser et d'encourager le recrutement de femmes, organiser des formations à leur intention, mettre en place une cellule au sein de l'association qui se chargera et de l'étude et du suivi des préoccupations et des besoins des femmes handicapées. Il s'agit aussi d'assurer une aide à la création d'entreprises à travers les formules Ansej et Cnac, notamment.

F.-Z. B.